



Tensions internes en Palestine sur fond d'occupation continue.

Par [Claude Léostic](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Mondialisation.ca, 17 octobre 2005

Association France Palestine Solidarité 16
octobre 2005

Le Conseil Législatif palestinien impose un remaniement ministériel tandis que les groupes palestiniens s'accordent sur la cessation des affrontements internes.

Lundi 03 Octobre 2005, un vote du Parlement palestinien a demandé au Président Mahmoud Abbas de dissoudre le gouvernement pour son échec à mettre fin au chaos armé à Gaza après le retrait israélien.

Ce vote intervient après de violents affrontements entre le Hamas et la police palestinienne qui ont fait trois morts dont un officier de la police, et une cinquantaine de blessés à Gaza.

Les députés ont majoritairement appuyé un rapport du Comité Parlementaire sur la détérioration de la situation sécuritaire, qui vise particulièrement le Ministre de l'Intérieur, Nasser Yousef, responsable des forces de sécurité. Le rapport accuse le gouvernement, dirigé par le Premier Ministre Ahmed Qorei, de ne pas avoir su apporter la réponse appropriée à l'anarchie que font régner les groupes armés.

Il incite Abbas à 'former un gouvernement qui soit capable de réaliser ses engagements' et de 'renvoyer tous les directeurs des services de sécurité qui ont échoué à remplir leurs devoirs et à les remplacer.

Signe de la frustration croissante de l'opinion publique devant l'état de non droit répandu dans les territoires palestiniens, c'est à 42 contre 5 et 5 abstentions que les députés ont voté un appel à Mahmoud Abbas à former un nouveau gouvernement dans les deux semaines. Sinon il s'exposera à une motion de censure que les députés n'ont pas été jusqu'à voter cette fois.

Ce vote a accru la pression contre Abbas peu après que des dizaines de policiers, furieux de la mort de leur commandant tué dimanche par des combattants du Hamas et qui demandaient des sanctions contre eux, ont pénétré de force dans un bâtiment du Conseil Législatif à Gaza où les députés participaient à une session en visio-conférence avec leurs collègues de Ramallah [1].

Il n'y a pas eu de tirs dans le bâtiment, où Abbas, présent à Gaza, ne se trouvait pas, mais on a entendu des coups de feu à l'extérieur de l'enceinte. Il n'y a eu aucune victime. Un policier en armes est entré dans la salle, interrompant la session un court moment, avant de se retirer avec ses camarades.

Le président Abbas a ensuite accordé une semaine supplémentaire au Premier Ministre pour remanier son gouvernement, préférant garder l'exécutif actuel jusqu'à la date des législatives « trop proches » pour envisager un changement complet d'équipe.

Ce même lundi 3 octobre, les dirigeants des groupes palestiniens basés à Damas ont décidé de ne pas recourir aux armes pour régler les problèmes internes et ont réaffirmé le droit du peuple palestinien à résister à l'occupation.

Khaled Masha'al le principal dirigeant du Hamas, dont le gouvernement israélien veut interdire la participation aux élections législatives palestiniennes de janvier 2006 [2], a déclaré que le peuple palestinien avait le droit de résister à l'occupation et en même temps de se lancer dans des activités politiques. « Tant que notre terre est occupée, le peuple palestinien et ses groupes armés ont le droit de combiner résistance et activités politiques. La résistance et ses armes sont dirigées contre l'occupation tandis que les activités politiques ont pour but de remettre de l'ordre dans la maison Palestine » a déclaré Mashal à Damas dans une conférence de presse commune avec le dirigeant du Fatah, Farouk Qaddoumi et d'autres dirigeants palestiniens.

Alors que Masha'al s'oppose à la demande exprimée avec force par la Secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice de désarmer le Hamas, avant qu'il puisse se présenter aux élections législatives, appuyant crûment l'ingérence israélienne dans la vie démocratique du peuple palestinien, l'occupation israélienne continue quotidiennement à morceler, étouffer et détruire le territoire palestinien [3].

Dans ce contexte, l'ensemble des branches armées des groupes de la résistance palestinienne viennent de signer un pacte national d'honneur qui vise à diminuer les risques d'affrontements internes tout en sauvegardant la résistance et en conservant ses armes que, selon Abu Obaidah, le porte parole des Brigades Izzedin Al Qassam, la branche armée du Hamas, certains veulent confisquer. Il a indiqué que les groupes armés de la Résistance nationale et islamique avaient signé ce pacte pour déjouer ces intentions.

« Le pacte déclare qu'aussi longtemps que l'occupation israélienne durera, la résistance restera le choix national stratégique du peuple palestinien pour combattre l'occupation. Le pacte s'engage à maintenir l'action diplomatique et politique à condition qu'elle protège les intérêts nationaux. Il entend respecter le calme annoncé par les groupes palestiniens mais considère que nous avons le droit de répondre à toute violation commise par les forces d'occupation. »

Malgré cet accord le Mouvement annonçait samedi 8 octobre que la veille des hommes de la Sécurité palestinienne avaient arrêté chez lui le Dr. Riyadh Abdul-Karim Al Ras, Doyen du Département d'Ingénierie à l'université Al Najah à Naplouse dont il est l'une des personnalités politiques.

Le Dr. Al Ras, de Tulkarem, l'un des candidats du Hamas aux prochaines élections législatives, a été rapidement relâché. Cependant d'autres membres du Hamas, Basim Obeido, de Hébron, and Hasan Safi de Bethléem auraient été enlevés par des groupes armés palestiniens qui disent réagir ainsi aux attaques du Hamas contre l'Autorité Palestinienne. Le Hamas affirme que c'est l'ANP qui est derrière ces enlèvements, ce que démentent les autorités palestiniennes.

Rien ne semble donc définitivement réglé de ces problèmes dont l'occupation est pour

l'essentiel responsable. Après des décennies d'occupation, la déstructuration et la fragmentation de la vie palestinienne depuis 5 ans, ajoutées à l'assassinat ou l'arrestation de la plupart des dirigeants de la résistance [4] en a fragilisé la cohérence et l'unité.

Cependant, sur fond de différences d'analyse stratégique et tactique, de rivalité politique et de lutte de pouvoir, qui sont la réalité de nos sociétés, la résistance qui au cours du passé s'est déjà violemment affrontée (ainsi au Liban en 1983) a réussi jusqu'à maintenant à ne pas faire le jeu bien orchestré des autorités israéliennes et a su éviter l'éclatement.

[1] encore une fois les députés palestiniens de Gaza ne sont pas autorisés par les dirigeants israéliens à sortir de la Bande de Gaza « libérée » pour participer aux séances du Conseil Législatif palestinien. La Bande de Gaza et la Cisjordanie sont actuellement totalement bouclées, sous prétexte de fêtes juives. Les célébrations des uns, en Israël, sont l'emprisonnement encore plus dur de tout un peuple, en Palestine

[2] le Ministre israélien des Affaires Etrangères vient d'affirmer, le 8 octobre, à la télévision israélienne, que le gouvernement Sharon « ne permettrait pas la participation du Hamas » et ne reconnaîtrait pas la validité des élections si le Hamas y participait. Sur cette lancée, le Ministre de la Défense a déclaré que les autorités israéliennes envisageaient de ne pas remettre le contrôle de certaines villes palestiniennes aux Palestiniens.

[3] pendant le week-end du 15 octobre 2005 des dizaines d'arrestations ont été opérées en Cisjordanie, à Jénine, Naplouse, Tubas, Jérusalem ou Ramallah et Hébron. En une semaine, du 4 au 10 octobre, les forces d'occupation ont tué 5 Palestiniens et en ont blessé 11 autres, sans parler des confiscations de terre, plantations rasées etc. Depuis la rencontre de Charm el Cheikh le 8 février 2005 où les forces de la résistance annonçaient un cessez le feu provisoire à condition qu'Israël tienne ses engagements - sur la libération des prisonniers, la remise des villes aux autorités palestiniennes et l'allègement des bouclages- 111 Palestiniens ont été tués, 839 blessés et 2823 arrêtés, en plus des 1579 cas de tir des soldats israéliens contre la population. 3062 checkpoints ont été installés et 3527 hectares annexés. De plus 473 attaques ont été menées par des colons contre des Palestiniens

[4] tels Sheikh Yacine ou Rantissi, dirigeants du Hamas assassinés à Gaza, Abou Ali Mustafa, dirigeant du Front Populaire assassiné en Cisjordanie, ou encore Marwan Barghouti, député, kidnappé à Ramallah comme Hussam Khader, député du camp de réfugiés de Balata à Naplouse, tous deux emprisonnés en Israël.

La source originale de cet article est Association France Palestine Solidarité
Copyright © [Claude Léostic](#), Association France Palestine Solidarité, 2005

Articles Par : [Claude Léostic](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu

responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca